

Lorsque l'urbanophilie secrète son propre monde urbanophobe : l'ombre révélatrice du suburbain français.

Maître de conférence en aménagement urbain.

Laboratoire LAUA - Ecole d'Architecture de Nantes.

Laboratoire RESO - Université de Rennes II.

Nous souhaitons à l'occasion de ce colloque sur les haines de la ville, proposer les résultats d'une recherche entreprise sur le statut de la catégorie du suburbain dans les mondes institutionnels, universitaires et scientifiques français. Le questionnement exploratoire qui sous-tendait ce travail visait à éclaircir les raisons de cette absence : était-elle purement fortuite ou, à l'inverse, signifiante et si oui, dans ce cas, que donnait-elle à penser sur les logiques de la production urbaine contemporaine ? La démarche d'identification de cette absence est périlleuse : ayant dépassé le constat approximatif propre à toutes les interpellations de recherche, elle résulte du parcours de quatre types de corpus :

- celui des textes institutionnels concernant l'aménagement et l'organisation du territoire français (des différents Plans aux lois sur l'aménagement des espaces ruraux) ;
- celui des catégories statistiques produites par les instances officielles (INSEE) et de leurs différentes évolutions depuis l'après seconde Guerre Mondiale, ainsi que des documents d'orientation produit par la DATAR puis la DIACT ;
- des catégories analytiques enseignées et diffusées dans le monde universitaire français de la géographie dans lequel le "suburbain" se cantonne principalement à désigner lors de ses rares occurrences, la banlieue américaine ;
- enfin, dans les travaux de recherche urbaine entrepris sur le contexte français, approchés par le biais du fichier des thèses et de leur publication qui ont contribué à asseoir deux catégories majeures : l'urbain, la banlieue et le périurbain. C'est sur ce dernier plan que l'identification d'une absence est la plus périlleuse. Elle aurait nécessité un parcours nettement plus systématique des rapports de recherche - document inaccessibles par leur sous-valorisation constante. Nous avons donc opté pour un subterfuge pour ce qu'il vaut : celui de considérer qu'une catégorie résolument reconnue dans le monde universitaire l'est à partir du moment où on peut en traquer les répercussions, les reprises, dans d'autres travaux de recherche, ce qui n'est pas le cas.

De ce parcours, trois grandes catégories précises se détachent : la *ville* (ou l'urbain), la *banlieue* et le *périurbain*. La généralisation récente du terme de périurbain dans un contexte d'impératifs prolifères de « développement durable » n'y est pas étrangère, recouvrant de plus en plus tout ce qui n'est plus de la ville et qui s'étend de la banlieue (périurbain "proche") au rural profond (périurbain dit "lointain").

Première hypothèse : l'absence de la catégorie du suburbain, qu'elle soit volontaire ou non, consciente ou pas, témoigne en tant que telle d'une absence de *statut*, d'un grand malaise des institutions à catégoriser un type d'espaces d'incertitude, à la différence d'autres contextes nettement plus marqués soit par des formes de différenciation spatiales et de leurs dynamiques propres (Etats-Unis)

soit par une exigüité de l'espace qui n'en maintient que bien peu de fractions non "objectivées" sous la forme de catégorie statistiques (Suisse), principalement.

Dans d'autres travaux, nous avons opté pour une perspective d'aménageur amenant à considérer l'aspect positif et porteur de potentiel de ce statut "en flottement" : il entretiendrait la dynamique même de ces espaces en tant qu'espace de tout les possibles. Une perspective qui est portée également tant par des discours de revendication (squats, par exemple situés dans des périphéries - terme au demeurant lui-même très vague), que par des pratiques très concrètes qui font exister comme tel ces espaces (des "activités souterraine" aux laisser-aller des institutions sur l'éclairage public, par exemple, ou au faible contrôle des normes en cas d'inondation, ou encore aux nouveaux espaces tolérés par les institutions de la pauvreté urbaine).

L'approche ici adoptée s'est fait cette fois nettement plus généalogique, conduisant à illustrer à cette occasion la manière tout à fait particulière dont la "haine de la ville" peut constituer une construction idéologique officielle : *le discours de légitimation de l'urbain s'appuie et se nourrit dès lors sur la production de haines de la ville et construit à partir d'une série de catégories répulsives un ordre légitime urbain.*

En quelque sorte la "haine de la ville" ou urbaphobie réelle ou totalement fictive constitue une des topiques d'un discours de justification porté par plusieurs impératifs d'optimisation allant de la minimisation des coûts de l'extension urbaine à la recherche quasiment philosophique et plus normative encore de l'entretien d'un "lien social". Elle apparaît d'autant plus fondamentale à prendre en considération qu'elle vient par le fait même réinterroger par l'espace une structure fondatrice de la modernité philosophique contemporaine, celle de sa production constitutive du rebut.

Cette piste nous mène dès lors alors à examiner le lien étroit qui s'établit entre deux continuités discursives (c'est-à-dire une suite logique organisée et pensée comme telle) : celle d'une part qui voit s'associer périurbain, le suburbain par le biais de ses figures-types - et l'urbain mais celle de la configuration discursive qui en est la principale productrice, qui a vu de fait se conjuguer les mondes scientifiques, universitaires et étatiques. Saisir ensemble la constellation constituée par ces trois mondes, c'est prolonger par là même la démarche de généalogie de leurs étroites imbrications à la suite des travaux entrepris sur l'histoire de la recherche urbaine française. Et c'est notamment sur ce plan-là que ces trois monde se retrouvent : on va le voir, si le discours produisant des figures de "l'anti-urbain" est spécifiquement diffusé par le monde institutionnel, les liens établis par le biais de commandes publiques ou liés aux transfuges de disciplines (universitaires, *mais en même temps* experts au ministère, maire d'une commune *mais également* enseignant à l'université) contribuent systématiquement à la nourrir. Nous allons en ce sens montrer que la "stigmatisation" des banlieues n'est qu'une des figures parmi d'autres de ce discours repoussoir qui produit des catégories-rebuts et se faisant trouve son sens dans la définition de ce qu'il n'est pas (modernité).

Avant tout, une première objection doit être levée : les "réalités surbaines" constatées dans les autres contextes évoqués existent-elles vraiment en France, ou est-ce que la partition entre d'un côté les espaces urbains spécifiques à la ville et,

de l'autre, ceux de ses périphéries périurbaines reste suffisamment nette pour que les différents discours évoqués puissent se satisfaire des catégories existantes : ville-centre, banlieue, périurbain. Dans ce cas, une catégorie de cet ordre serait à proprement parler inutile. Or, pour y répondre, lorsqu'on examine la superposition des cartes urbaines et périurbaines officielles prises séparément, on ne parvient à les faire totalement coïncider. Hormis le cas d'exception d'agglomérations françaises ayant clairement institué des politiques de séparation ("ceinture verte" telle que qu'à Rennes) - pour autant que celles-ci ait véritablement atteint les effets escomptés -, l'ensemble des discours institutionnel porté à l'occasion de congrès (Assemblée des Maires de France...) ou de colloques ne cesse de pointer "l'étalement urbain", les « nappes urbaines ».

Mais de quoi se compose donc ce suburbain s'il n'est plus ni banlieue ni faubourg ? Passée au crible des catégories ville/périurbain, l'analyse dynamique de la morphologie en révèle alors trois objets majeurs :

- des *tracés* : les espaces de la ville sectorisées produit par les grandes traversantes, boulevards périphériques de contournement ou grandes rocades qui constituent dans bien des cas les nouvelles frontières morphologiques de la ville
- des *polarités* : celles des centre commerciaux ou "zones d'activités commerciales" dont l'agencement peut être linéaire mais aussi construites par les stratégies publicitaire qui contribuent fortement à spécifier ces polarités et les constituer en « entrée de ville », figure lointaine de la « bonne ville » qui s'inverse et se fait figure de l'anti-ville.
- des *zones* : les espaces inondables situés à proximité des fleuves ou en flancs de colline exposés constituent tout une série d'échancrures habitées, espaces des aires des "gens du voyage", des "jardins ouvriers" et de certains grands ensembles d'habitat social, des déchetteries et des formes d'habitat précaire (caravanes) de la nouvelle pauvreté métropolitaine.

Précisons : par morphologie nous entendons non pas le seul objet matériel et physique identifiable à partir de critères précis d'évaluation de type positiviste, mais intégrons de manière inextricable les discours portés sur ces objets, les pratiques et dynamiques sociales économiques ou politiques qui les produisent.

Et c'est ici que l'on trouve - enfin ! des objets propre à l'infra-villes, à la sous-ville, au suburbain. Derrière ces trois types morphologiques, une figure majeure émerge : les « marges » ou « franges urbaines », dépassées par le « front d'urbanisation » qu'elles ont pu représenter le temps d'une période. Et c'est autour de cette figure globalisante que s'articule le discours des producteurs de l'urbain, du monde de l'architecture et de l'urbaniste comme des institutions, constituant l'espace suburbain français en indispensable objet répulsif, cristallisant la quintessence de l'anti-urbain, d'un rejet paradoxal de la ville par elle-même dans lequel elle trouve pourtant sa raison d'être. Chaos, vacuité, désolation, horreur paysagère, illustration d'une logique économique débridée, la liste des griefs de ces espaces de "l'anti-ville" est longue (notre contribution s'appuiera spécifiquement sur des extraits de textes exemplaires).

Il est tout à fait singulier de remarquer le fait que chacune de ces figure fasse l'objet d'un discours propre saturé de paradoxes : du côté des polarités, celui sur les zones commerciales dégradées et envahies de publicité s'en double d'un autre

sur les capacités remarquables et stratégiques des grandes équipements qui y sont pourtant localisés par ces mêmes institutions (Zenith, Multiplexe...). Des discours qui précisément ont cela de paradoxal de contribuer ce faisant à créer « la haine de la ville » : espaces de l'anti-ville, par l'esthétique ou les activités sociale, du rejet de la ville dont la ville se nourrit pourtant. Ainsi, en ce qui concerne les zones, les constructions idéologiques ciblent les quartiers « à l'écart » dont il importe de résoudre et traiter leur haine "passive" de la ville qu'il importe de solutionner, des zones de non-droit où "la police ne va pas", haine des « sociétés urbaines » consubstantielle à des "quartiers" aux marges ou à l'écart. Si la banlieue n'est pas en reste sur le plan des zones (tels qu'avec les parcs "urbains" ou les déchetteries), ces discours paradoxaux saisissent aussi les tracés et espaces publics qui leurs sont contigus qu'il s'agit de réintégrer dans le régime générale de l'urbain (boulevard d'entrée de ville).

Mais plus fondamentalement, et notre communication accorde un troisième temps important à développer et discuter ce point, à travers ces discours et les réalités qui les portent, l'espace suburbain n'apparaît plus du tout caractéristique d'une "postmodernité" chaotique (Bégout, Baudrillard). Il se fait le révélateur d'un mécanisme profond, celui d'une modernité fondée sur une logique du rebut et du déchet, de la production de la redondance (Zigmunt Bauman). L'ombre suburbaine se fait dès lors éclairante sur cette tension propre à la modernité qui croît, selon le sociologue, à travers la production de ses propres "déchets humains" et, ce faisant, spatiaux : par la relégation la ville se nourrit de l'anti-ville, à l'image du capitalisme et de son esprit, le "développement urbain" se nourrit de ce processus incessant de relance de son auto-production par l'intégration/destruction/correction de ses collatéraux, de ce qui aurait prétention à ne pas en faire partie.

Il reste, au-delà de l'effet esthétique de la production de connaissance sur ce problème, à clarifier les conséquences de cette ombre suburbaine ou, par une autre formulation : « a-t-on vraiment besoin du suburbain ? ». Celles-ci, dans une perspective très pragmatiste attentive aux *effets*, sont de deux ordres.

La première, sur le plan scientifique, est qu'elle rend impossible une saisie spécifique des dynamiques propres qui agitent les différentes fractions d'espaces hétérogènes - paradoxe curieux d'autant plus étonnant que la fascination pour les espaces du modèle de la « ville créative » (dont les friches suburbaines) est importante. On soulignera par la seconde, plus politique, les effets du refus d'une reconnaissance de la légitimité de ces espaces à exister qui, en ne les pensant qu'à partir des schèmes interprétatifs propres à ceux du monde urbain, les entretient ce faisant, dans une logique de domination.

Chacun des trois temps (généalogie, actualités et modernité) seront systématiquement étayés de textes et documents visuels.